



Doc. 11542
28 mars 2008

75e anniversaire de la grande famine qu'a connue l'ex-URSS

Proposition de résolution¹

déposée par M. Konstantin KOSACHEV et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

En 2008, 75 ans se seront écoulés depuis la famine de grande ampleur qui a coûté la vie à des millions d'habitants de nombreuses régions de l'ex-Union soviétique en 1932 et 1933.

On sait que la grande famine du début des années 1930 était la conséquence directe de la politique de collectivisation forcée et de persécution des koulaks menée dans tout le pays par le régime totalitaire stalinien.

Les décisions concernant la collectivisation et l'expropriation des koulaks ont été prises par les dirigeants de l'URSS, qui étaient de plusieurs nationalités. Des millions de Russes, de Kazakhs, d'Ukrainiens, de Tatars, de Bachkirs et de membres d'autres nationalités qui résidaient en moyenne et basse Volga, dans le Caucase du Nord, dans la région centrale des tchernozioms, dans le sud de l'Oural, en Sibérie occidentale et au Kazakhstan ont été victimes de la famine provoquée par ces décisions. La population de la Russie d'aujourd'hui a été la plus touchée.

Dans sa [Résolution 1481 \(2006\)](#), l'Assemblée parlementaire a déjà présenté son point de vue et a condamné fermement les violations massives de droits de l'homme par les régimes communistes totalitaires, après avoir indiqué que les victimes de ces crimes méritaient la compassion, la compréhension et la reconnaissance de leurs souffrances.

Auparavant, la déclaration commune signée par un certain nombre de pays, dont la Fédération de Russie, à l'occasion du 70^e anniversaire de la grande famine de 1932 et 1933 en Union soviétique, avait été diffusée avec les documents officiels de la 58^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui avait rendu hommage à la mémoire des millions de Russes, Ukrainiens, Kazakhs et membres d'autres nationalités morts de faim à cette époque.

Les nombreuses thèses qui visent à présenter les tragiques événements de ces années comme le résultat de la volonté d'extermination d'une nationalité spécifique déforment la vérité historique, insultent la mémoire des victimes des autres nationalités et sont perçues comme des tentatives d'interpréter les événements passés de manière discriminatoire, risquant de provoquer au niveau national de grandes divergences de vues et des manifestations xénophobes qui, par essence, sont contraires à l'esprit de notre Organisation.

Nous aimerions aussi attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le thème de la famine des années 1930 en Union soviétique, loin de favoriser une compréhension objective de l'histoire, donne lieu de plus en plus à des spéculations politiques et à des interprétations arbitraires des faits historiques.

1. Renvoyée à la commission des questions politiques, pour rapport, et à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, pour avis: Renvoi n° 3435 (18^e séance, 18 avril 2008).



Pour éviter une approche politisée de ces événements et prévenir d'autres spéculations éventuelles, nous proposons que l'Assemblée commande une étude d'experts sur toutes les causes et les circonstances de la grande famine qui a touché l'ex-Union soviétique en 1932 et 1933, étude qui nous donnera le droit non seulement de juger mais aussi de comprendre ce qui s'est passé. Une telle initiative serait conforme à la [Résolution 1481 \(2006\)](#) de l'Assemblée, selon laquelle «une prise de conscience de l'histoire est l'une des conditions à remplir pour éviter que des crimes similaires se reproduisent à l'avenir».

Signé (voir au verso)

Signé²:

KOSACHEV Konstantin, Fédération de Russie, GDE
ALIGRUDIĆ Miloš, Serbie, PPE/DC
CHERNYSHENKO Igor, Fédération de Russie
GROSS Andreas, Suisse, SOC
HARUTYUNYAN Davit, Arménie, GDE
KOROBAYNIKOV Anatoliy, Fédération de Russie
PANTELEEV Oleg, Fédération de Russie, GDE
RIGONI Andrea, Italie, ADLE
SOLOVIN Yuriy, Fédération de Russie, GDE
TULAEV Nikolay, Fédération de Russie, GDE

2. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste